



Economie & Développement

Bonne et Heureuse Année 2023



RÉGION DES SAVANES
Le gouvernement projette la construction de 122 salles de classes et 80 blocs de latrines sur 40 sites



BIMENSUEL D'INFORMATION ECONOMIQUES ET DE DEVELOPPEMENT N° 250 du 30 Décembre 2022 / PRIX 250 FCFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE

CANAL+

LA FETE CONTINUE !

LE DECODEUR HD A 1000 FCFA 5000⁰⁰ DES EVASION INSTALLATION OFFERTE

JUSQU'A 30 JOURS OFFERTS* A TOUT CANAL+ REABONNEZ-VOUS VITE !

88 00

Bonne gouvernance et leadership féminin

Dr Sandra Ablamba Johnson dans le répertoire des modèles pour la jeunesse togolaise



MARCHÉ BOURSIER

Le palmarès du DG de la BRVM Dr Edoh Aménounvé retracé dans un livre



Ecobank Togo remporte le prix de la "Banque de l'année 2022" au Togo

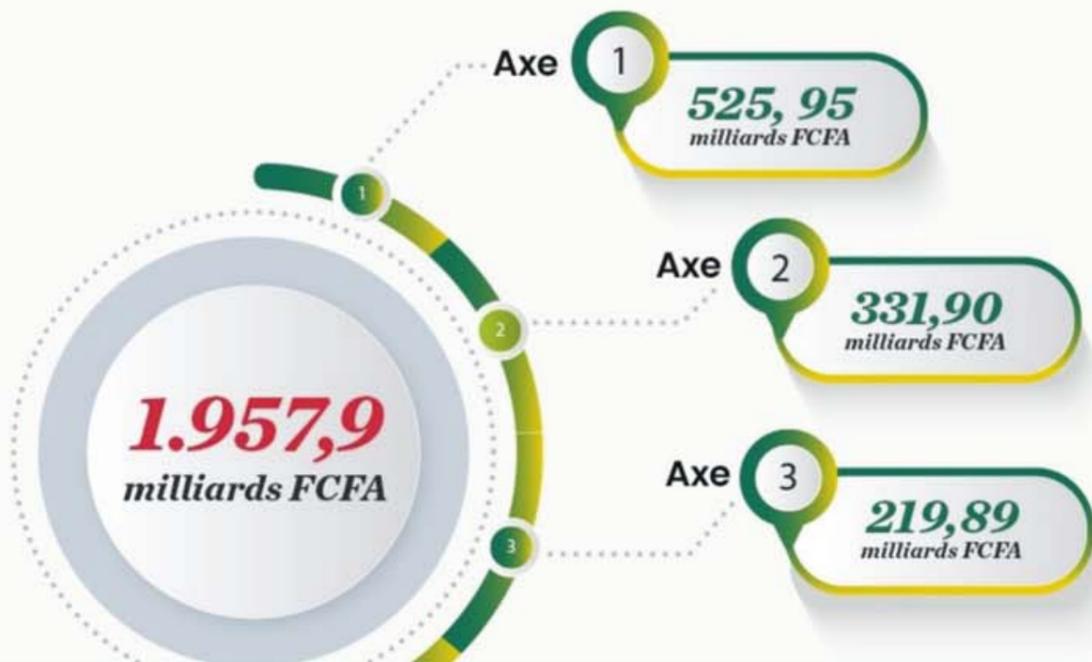
NOUS AVONS GAGNÉ !

Nous sommes la Banque de l'année 2022 au Togo

Ecobank

BUDGET EXERCICE 2023

LE BUDGET 2023 POUR ACCÉLÉRER LA MISE EN OEUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE GOUVERNEMENTALE 2020-2025



Les recettes et dépenses sont établies à 1.957,9 milliards de FCFA adaptées à la feuille de route gouvernementale

FISCALITÉ

L'OTR fait bonne impression et contribue au développement



ECO FLASH

FISCALITÉ
L'OTR fait bonne impression et contribue au développement



Résolument engagés à faire du Togo un pays émergent, les dirigeants s'emploient à mettre en œuvre des programmes à fort impact socioéconomique. La feuille de route gouvernementale 2020-2025 a vocation à mobiliser jusqu'à 3 400 milliards de francs CFA d'investissements cumulés sur l'ensemble de la période d'exécution. Outre la collaboration du secteur privé, les recettes fiscales sont un important levier sur lequel peut s'appuyer cet ambitieux processus de développement social et économique. Depuis sa création, l'OTR enregistre une croissance des recettes fiscales chaque année. De 458,2 milliards de francs CFA de recettes prélevées en 2014, c'est passé à 780 milliards en 2021, soit une progression annuelle moyenne d'environ 7%. Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le ratio impôts/PIB du Togo a augmenté de 4,4 points de pourcentage (10,9% à 15,4%) entre 2010 et 2020, une évolution à laquelle l'Office togolais des recettes a fortement contribué. Et puisque la nouvelle politique économique des autorités engendre des retombées tangibles en termes de croissance (5,5% de croissance en 2021, 7,8% à l'horizon 2025 et 8,1% pour 2026), les recettes fiscales sont susceptibles de connaître de fortes progressions. La loi des finances 2022 prévoit de mobiliser 814 milliards de francs CFA pour financer les dépenses de l'Etat. Après 07 mois d'activité (de janvier à juillet 2022), près de 504 milliards de francs de recettes ont été réalisées, soit environ 62% des prévisions initiales. A la fin du mois de septembre 2022, c'est 646 milliards de francs CFA d'impôts et taxes qui ont été collectés (79% de réalisation des objectifs). Des plans de collecte qui sont ainsi fortement en passe d'être totalement réalisés pour le compte de cette année 2022. Il est question par ailleurs de l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de recettes sur la période 2023-2025, dans le but de faire progresser le taux de pression fiscale de 13,6% en 2021 à 15% à l'horizon 2025. L'Office togolais des recettes prouve sa valeur, le Togo est sauvé.

Joseph

L'association « Les Amis de Charles Abalo » offre des vivres, du matériel médical et des cahiers aux populations de Tchamba et Kara

Les préfectures de Tchamba et de la Kozah ont accueilli l'association dénommée « Les Amis de Charles Abalo » dans le cadre de ses activités de proximité. Il s'agit pour les premiers responsables d'accompagner les multiples efforts du gouvernement en donnant la joie au cœur des élèves en cette période de fin d'année et en renforçant les capacités des unités de soins périphériques dans ces deux préfectures. Conduite par Georges Oulégh KEYEWA, le Président de l'association, la délégation a ainsi posé ses valises à Tchamba dans la matinée du 16 décembre 2022. Après une visite de courtoisie au préfet de Tchamba, monieur LAGUEBANDE Issaka, les Amis de Charles Abalo ont mis le cap sur l'Unité de Soins Périphériques (USP) du canton de Larini. Ils ont donné au personnel de ce dispensaire des tensiomètres, des glucomètres et des bandelettes de prise de glycémie. C'était en présence du député de Tchamba l'honorable TCHANGBEDJI Gado et de l'adjoint au maire de la commune de Tchamba 1 monsieur OUMOGO Latifou. Ils ont invité les bénéficiaires à en faire bon usage. Le Maire Adjoint de la commune de Tchamba



ba 1 M.OUMOGO Latifou recevant le matériel médical pour l'USP de Larini des mains de M. SOLITOKI Richard, trésorier général -adjoint de l'ACA. Le président de l'ACA a pour sa part félicité ces femmes et ces hommes, qui ont pour tâche première de sauver la vie des citoyens de la localité. Après cette première activité, la délégation s'est rendue à l'école primaire publique de Krikri où elle a été accueillie par l'inspectrice de Tchamba-Ouest Madame Azia Mazalou, le corps enseignant et le comité des parents d'élèves. La délégation a présenté l'association au nom de laquelle elle agit. C'est une association qui promeut l'excellence dans tous les domaines et l'entraide, des valeurs que défendait Charles Abalo avant de nous quitter prématurément en 1995 à l'âge de 32ans. C'est donc avec joie que les 114 pensionnaires de l'école primaire publique de Krikri ont reçu, pour le compte de la cantine scolaire, des vivres décomposés comme suit: 15 sacs de riz de 25kg chacun, 5 cartons de spaghettis, 5 cartons de tomates, 3 cartons de couscous, 3 cartons de sardines et 2 cartons d'huile. Les élèves ont promis de réaliser de très bons résultats à leurs différents examens, la seule manière pour eux de dire merci aux donateurs qui leur ont demandé de suivre les pas de leurs aînés et parents qui ont aussi fait leurs premiers pas d'élèves dans cet établissement et qui sont devenus aujourd'hui de grands commis de l'État. Dans le même élan de solidarité, les amis de Charles Abalo ont visité l'unité de soins périphériques de Krikri. Là aussi, un geste de cœur a été fait avec

la mise à disposition de tensiomètres, glucomètres et bandelettes pour prise de glycémie. Le responsable de l'unité tout ému, a promis d'en faire bon usage au profit de tous les patients. C'est ce matériel médical de même nature et de même composition que l'association a offert le samedi 17 décembre 2022 à l'USP de Lassabas dans la préfecture de la Kozah. Cette action dans la Kozah avait été précédée la veille d'une séance de travail avec le personnel enseignant des écoles primaires et secondaires de Nandadè et Soumadè sur la gestion de la bibliothèque Docteur Charles Abalo Awadé en présence du chef du village de Lassa-Nandadè. A l'issue de cette séance le président a remis un lot de près de 1000 cahiers de 200 pages pour les élèves de l'école primaire publique de Nandadè et ceux du lycée de Soumadè. L'étape de Kara a ainsi mis fin aux activités programmées en ce dernier mois de l'année 2022. L'ACA ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Elle étendra progressivement ses actions à toutes les régions du Togo en fonction de ses moyens. Ce sera la seule manière de perpétuer le nom de Charles Abalo qui avait fait de l'entraide son crédo. Ce brillant chercheur, spécialiste de la biologie moléculaire des plantes continuera de nous inspirer à travers ses œuvres et ses recherches scientifiques laissées à la postérité.

GRAND MARCHÉ D'ADAWLATO

Le Premier ministre constate l'évolution des travaux

Les travaux de reconstruction du bâtiment central du Grand marché d'Adawlato à Lomé vont bon train. Le 22 décembre 2022, Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a fait une descente de terrain pour constater l'évolution des travaux. Ces travaux de reconstruction du bâtiment central du Grand marché d'Adawlato s'inscrivent dans le cadre du programme d'actions prioritaires du gouvernement en matière d'infrastructures. L'édifice va réintégrer les commerçants de l'ancien bâtiment et accueillir de nouveaux services. Il est érigé sur le site de l'ancien bâtiment sur une surface totale de 7500 m² avec une empreinte parcellaire de 150 m de longueur et 50 m de largeur. Il s'agit spécifiquement d'un bâtiment de cinq (05) niveaux dont une terrasse accessible et animée qui va servir de



restaurants et d'espaces mes commerçantes (Nana Benz) ont réitéré leur gratitude à restaurants et d'espaces mes commerçantes (Nana Benz) ont réitéré leur gratitude à

Mme le Premier ministre pour sa visite qui leur permet d'apprécier l'état d'avancement des travaux. La cheffe du gouvernement a rendu grâce à Dieu pour le démarrage effectif des travaux sous le leadership du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Elle a appelé l'entreprise à accélérer les travaux.

Jojo

En cette fin d'année :
Prudence sur nos routes ;
respect des règles du code de la route
Vigilance face aux potentiels arnaqueurs , vigilance partout et à tout temps

TOGO

INSEED dispose des principes généraux relatifs à la diffusion des statistiques officielles

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a procédé à la validation du document de politique de diffusion des statistiques officielles au Togo le 27 décembre 2022 à Lomé. Le document dans sa première partie, comporte les pratiques à améliorer ou à corriger tout en dégagant les points forts et faibles du système en place ; la deuxième partie propose une politique de diffusion axée sur des stratégies et principes directeurs avec l'usage de divers canaux et supports de diffusion, la prise en compte des besoins des usagers dans la production des données et la proposition d'un mécanisme de tarification des



La table d'honneur

services et produits statistiques spécifiques ; la dernière partie traite des conditions de réussite de la mise œuvre de la présente politique. L'objectif général de ce document pour l'INSEED, est de disposer des principes généraux relatifs à la diffusion des statistiques officielles. « Pour répondre à cet

objectif, le document de politique de diffusion est élaboré à partir des informations collectées auprès des différentes structures membre du SSN. Ces informations collectées ont permis de poser un diagnostic du système de production et de diffusion des statistiques officielles en cours et de proposer les différentes ac-

tions à mener dans le respect des normes standards en matière de diffusion des statistiques officielles », a déclaré le Secrétaire Général de l'INSEED, Tchiou ANIMAOU, représentant le Directeur Général de l'INSEED. Il faut d'abord rappeler que pour permettre au système statistique national (SSN) de disposer d'un document de politique de diffusion des statistiques officielles, des informations avaient été collectées auprès des différentes structures sectorielles. Ces informations collectées ont permis d'élaborer un document dans lequel un diagnostic du système de production et de diffusion des statistiques officielles a été posé, les différentes actions à mener dans le respect des normes et standards en matière de diffusion des statistiques officielles ont été également proposées. « Compte tenu de l'évolution rapide des pratiques de diffusion couplées aux besoins

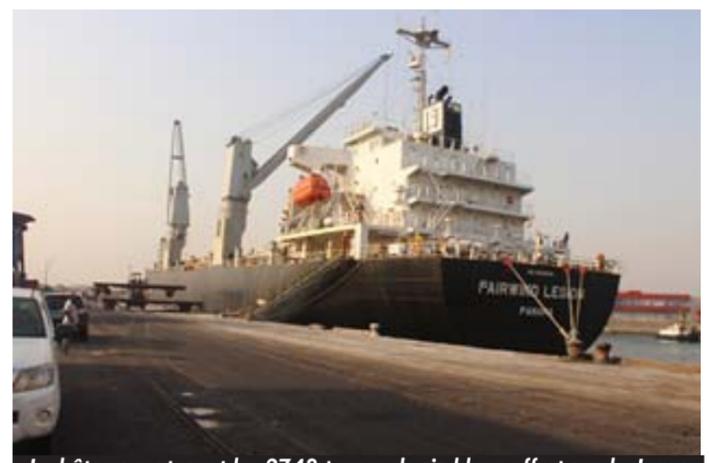
informationnels variés venant de groupes d'utilisateurs de plus en plus hétérogène, le système statistique nationale (SSN) doit adapter ses produits et recadrer sa logique d'offre par rapport à ces mutations, d'où la nécessité de définir une politique de diffusion des statistiques officielles », a expliqué Dyen GUEMA, Directeur du Management de l'information Statistique à l'INSEED. L'INSEED a pour mission de réaliser les activités de production et de diffusion des données statistiques pour les besoins du Gouvernement, des administrations publiques, du secteur privé, des partenaires au développement et du public. C'est ainsi qu'à travers les réformes institutionnelles la DMIS a été mis en place pour assurer la mise à disposition d'un système d'information efficient permettant de gérer la diffusion des produits de l'INSEED au sens large, dans le respect des normes et standards internationaux.

Le Japon offre 2 748 tonnes de riz KR 2021 au Togo

Dans le cadre de l'assistance alimentaire, le gouvernement japonais a offert au Togo 2 748 tonnes de riz blanc d'une valeur de 350 millions de yens, soit environ 1,750 milliards FCFA pour le compte du Projet « Kennedy Round » (KR) 2021. Une délégation du Ministère en charge de l'agriculture conduite par Monsieur KONLANI Dindioque, Directeur de cabinet a fait le déplacement le 26 décembre 2022 au Port Autonome de Lomé pour s'assurer de l'arrivée du navire FAIREWIND LEGION en charge du transport de ce riz. Cette assistance s'inscrit dans le cadre d'une coopération fi-

nancière non-remboursable et permet aux pays en voie de développement, exposés aux difficultés alimentaires de disposer des céréales comme le riz et le blé au profit de leurs populations surtout les plus vulnérables. En effet, le Togo a bénéficié de 2008 à nos jours de onze (11) Projets KR, d'une enveloppe financière totale de 4 milliards 660 millions de yen Japonais, soit environ 23 milliards 300 millions FCFA. Cette enveloppe a permis d'acquies un volume total de 111 054 tonnes de céréales composées de 81 849 tonnes de blé et 29 205 tonnes de riz blanc mises à la disposition des populations à des prix aborda-

bles sur l'ensemble du territoire national. Les recettes issues de la vente du riz du projet KR permet au Togo de constituer un fonds de contrepartie pour financer des projets de développement socio-économique sur l'ensemble du territoire national. Il permet aussi d'appuyer les efforts du gouvernement dans la réduction du déficit en riz, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de l'équilibre nutritionnel, l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies. Le chef de la délégation au nom du Gouvernement togolais a salué les plus hautes autorités du Japon, pour tous les efforts, à la fois cons-



Le bateau contenant les 2748 tonnes de riz blanc offert par le Japon

tants et dynamiques, en faveur de la politique de sécurité alimentaire au Togo. Il a par la suite déclaré que : « Ce don fait partie intégrante de la coopération économique bilatérale non-remboursable du Japon en faveur du peuple

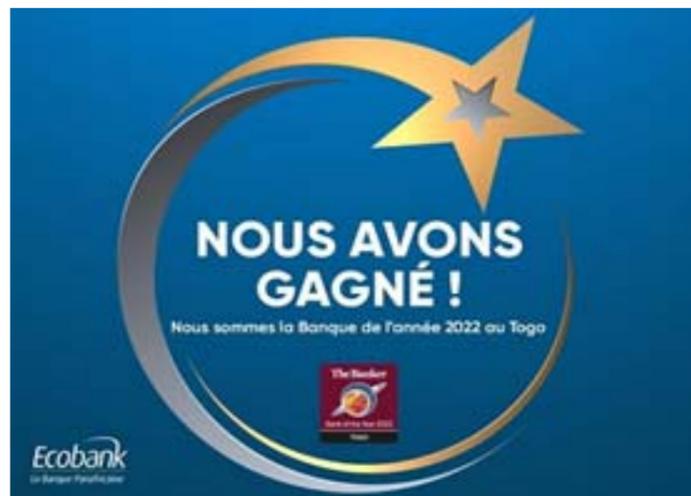
togolais. Cette quantité de riz vient à point nommé pour soutenir les actions de sécurité alimentaire du Gouvernement sur toute l'étendue du territoire national ».

Raissa

Ecobank Togo remporte le prix de la «Banque de l'année 2022» au Togo

Le magazine The Banker vient d'attribuer à Ecobank Togo, le prix de la Banque de l'année 2022 au Togo, lors de ses prestigieuses trophées de la banque de l'année. «Ce prix témoigne de notre volonté d'être la banque de référence au Togo grâce à notre gamme complète de produits, services et solutions. Notre programme d'innovations continues est conçu pour garantir que nous répondons réellement aux attentes des togolais

et des entreprises du Togo. Un grand merci à vous, à nos clients, de nous faire confiance pour vos services bancaires, votre appui nous est précieux », a déclaré Souleymane TOURE, directeur général de Ecobank-Togo dans une communication adressée aux clients de la banque. Parmi les récentes innovations digitales d'Ecobank Togo l'on peut citer entre autres, le compte Xpress qui est un véritable outil d'inclusion financière,



EcobankPay la solution de paiement avec code QR, Rapid transfer pour les transferts de fonds à l'international et Omni Lite, une plateforme de gestion

destinée aux entreprises. « Si avant, la banque était perçue comme apanage des seules élites, ce n'est plus le cas aujourd'hui d'autant que l'objec-

tif d'Ecobank avec ses produits est de faire la banque même à domicile », a laissé entendre le 7 décembre dernier, Michel Gafan directeur de la banque commerciale d'Ecobank Togo lors de la journée Ecobank à la 17^e foire internationale de Lomé. Ecobank Togo est une banque de grande clientèle et d'investissement mais aussi une banque des particuliers. A ce jour, l'institution totalise plus de 257 000 comptes actifs, avec une progression de 11% de ses comptes sous gestion. En 2021, Ecobank Togo avec 557 milliards FCFA d'actifs était classée en 2^e position des banques togolaises selon la taille de leur bilan.

Ghislain

Le Directeur de Publication du Journal «Economie & Développement» souhaite Joyeux Noël et une Bonne et Heureuse Année 2023 à tous et à toutes ses lecteurs.

BONNE GOUVERNANCE ET LEADERSHIP FÉMININ

Dr Sandra Ablamba Johnson dans le répertoire des modèles pour la jeunesse togolaise

La politique de la promotion de la gente féminine par le Président de la République porte ses fruits. La confiance faite aux femmes leaders à des postes clés donne une bouffée d'oxygène à la gouvernance politique et financière au Togo. La preuve, les qualités managériales de Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, sur les questions économiques et la promotion du leadership féminin ont retenu l'attention de l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance pour l'inscrire sur la short list des nominés de l'édition 2022. Madame Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République s'est vu décerner deux distinctions. Il s'agit du «Prix spécial pour le développement et la promotion de l'investissement privé au Togo» et du «Prix du leadership féminin au Togo». La cérémonie de remise s'est déroulée le 23 décembre 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire au cours d'un dîner de gala qui a mobilisé plusieurs personnalités issues de diverses nationalités et de tous les domaines de la vie sociale, politique et économique sur le continent. Pour Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, «la promotion des investissements privés est un paramètre important à intégrer dans les politiques de développement en Afrique dans une dynamique de partenariat public-privé. Et le Togo s'est lancé dans ce processus en initiant d'ambitieuses réformes de son économie avec à la clé une Feuille de route gouvernementale Togo 2025". Les précieuses contributions de Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, dans les actions de développement socioéconomi-



que de son pays, ont incontestablement milité en faveur de son choix par les membres du jury de l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance. Par ses compétences et son professionnalisme, elle était au cœur de la stratégie de mise en œuvre de la politique d'amélioration du climat des affaires et de promotion des investissements privés, initiée par le chef de l'Etat. Les progrès impressionnants réalisés par le Togo dans les différents rapports mondiaux, l'attractivité aujourd'hui de notre pays ainsi que l'organisation réussie des Foras économiques internationaux en sont des témoignages concrets de la réussite de sa mission auprès du Président de la République. Cette économiste chevronnée, diplômée de l'Institut du Fonds monétaire international, occupe également le poste de Gouverneur de la Banque mondiale au Togo. A l'issue de la cérémonie, Madame le

ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Dr Sandra Ablamba Johnson, a exprimé sa gratitude aux organisateurs de cet important événement qui célèbre et encourage le mérite et les talents au service du développement du continent. Elle a remercié l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance pour cette marque de reconnaissance qui, au-delà de sa personne, met en lumière les efforts du Togo sous le leadership du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé. «Je dédie humblement ces prix au Chef de l'Etat en premier pour sa vision et j'exprime ensuite ma sympathie et mes félicitations à tous les acteurs impliqués dans ce processus.» a déclaré madame le ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Dr Sandra Ablamba Johnson. Toutes ces distinctions décernées à Madame le ministre, Secrétaire général de la Présiden-



Dr Sandra Ablamba Johnson

ce de la République, Dr Sandra Ablamba Johnson, sont la consécration de son amour du travail bien fait, son engagement à servir avec détermination son pays. Pour rappel, l'Observatoire africain pour la promotion de la bonne gouvernance est une structure apolitique qui regroupe en son sein des journalistes, communicateurs et assimilés des toutes obédiences. Son objectif principal est de valoriser depuis 2017 les cadres et compétences du continent.

A la tête de la cellule climat des affaires, la lauréate a impulsé son dynamisme managérial à l'économie nationale, faisant du Togo, faisant du pays 15ème mondial et 1er africain sur l'indicateur Création d'entreprises du Doing Business (DB) 2020. De ces réformes, on citerait le paiement des impôts et taxes avec, la patente remplace l'impôt sur le chiffre d'affaires (la taxe professionnelle) dans le nouveau Code Général des Impôts ; La réduction du nombre d'impôts et taxes à la suite de la suppression ; La télé-déclaration de crédit TVA pour les entreprises de taille moyenne ; Le télépaiement des opérations relatives au paiement de crédit TVA ; La réduction du temps nécessaire pour se conformer à une correction de l'impôt sur le revenu des sociétés ; La réduction du délai de remboursement de la TVA ; Déclaration des cotisations sociales en ligne pour les grandes entreprises ; Le paiement des cotisations sociales en ligne pour les grandes entreprises. Parmi les nombreuses réformes de la Cellule Climat des Affaires, sont à mettre à l'actif, les Réformes relatives à la création d'entreprise (Réduction du coût de création d'entreprise, Suppression des frais de publication d'annonce légale...), Réformes relatives à l'exécution des contrats (Opérationnalisation des juridictions commerciales, Attribution des affaires nouvelles de manière automatique et aléatoire aux juges du Tribunal de commerce de Lomé...), Réformes relatives au Permis de construire (Réduction des frais des géomètres et du délai d'établissement du

plan parcellaire ; Mise en place d'un Guichet Unique Foncier (GUF) regroupant les administrations du cadastre et de l'urbanisation...); Réformes relatives au transfert de propriété (Réduction du délai de délivrance des états descriptifs ; Numérisation des titres fonciers...); Réformes relatives au raccordement à l'électricité (Raccorder sans construire de poste de transformateur privé pour une puissance inférieure à 200 KVA...). La Ministre Sandra Johnson s'est évertuée pour le plaidoyer d'annulation de l'endettement des pays africains qui s'élève à 365 milliards, soit 2% de la dette mondiale. Sa participation, à Abidjan en 2021 lors du lancement du Think tank « A new ROAD » consacré à la problématique de la dette publique en Afrique est très remarquée. La Ministre Sandra Johnson a partagé le premier panel inaugural de ce groupe de réflexion avec d'autres personnalités influentes d'Afrique et du monde. « Les pays africains sont endettés, mais c'est le coût de la dette qui constitue l'élément pilier de ce surendettement. Malheureusement, quand nous voyons les bailleurs de fonds, nous signons des conventions, sans oublier que ces conventions sont évaluées en monnaie étrangère. Et quand il s'agit maintenant à nos pays de payer, nous payons malheureusement le double de ce que nous avons signé comme convention », a indiqué la ministre Sandra Johnson à la table ronde. Au moment où la jeunesse manque de repère et recherche un modèle d'inspiration, Dr Sandra Johnson devait être source de cette inspiration à l'image d'autres togolais, comme Djon-do Gervais, Gilbert Houngbo, Edoh Aménounvé, ... Chaque semaine, la Ministre Sandra Johnson publie sur son compte twitter, des messages qui invitent les jeunes à plus de responsabilité et de dévouement dans le travail. « Qu'importe les succès, les problèmes, les désillusions, que vous rencontrez, il vous faut toujours demeurer discret, Tâcher toujours de garder vos pieds encreés sur terre et de laisser vos actes parler plus fort que vous ».

Joseph

AUDIOVISUEL

Le Togo crée un fonds national de soutien à l'industrie cinématographique

Au Togo, le Fonds national de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle (FoNSICA) annoncé l'année dernière, sera opérationnel prochainement. L'exécutif togolais, a examiné et adopté lors d'un Conseil des ministres tenu le 21 décembre 2022, un projet de décret portant organisation et fonctionnement de ce fonds. Ce fonds destiné exclusivement aux acteurs togolais du 7è art, de

l'audiovisuel et de l'image animée, devrait renforcer et autonomiser le sous-secteur du cinéma. Il contribuera également à favoriser l'émergence des industries culturelles et créatives, pourvoyeurs d'emplois et de richesse, selon le relevé du conseil des ministres. Ceci, notamment à travers la mise en place et la modernisation des structures et équipements techniques destinés à amoindrir les coûts de production des films togolais. La mise en pla-

ce du FoNSICA, en effet, est une émanation du code du cinéma adopté en 2021 et de différentes réformes structurelles dans le secteur du cinéma art engagées par le gouvernement. Le projet de décret adopté, vient organiser ce fonds, sa gouvernance, ses moyens de financement, entre autres. Les autorités visent à faire du cinéma un important levier de création de richesses et d'emplois.

Lord Germann

RÉGION DES SAVANES

Le gouvernement projette la construction de 122 salles de classes et 80 blocs de latrines sur 40 sites

Dans sa politique de renforcement du capital humain visant à assurer la solidarité nationale, le gouvernement, sous la houlette du Chef de l'Etat, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, a conçu et mis en œuvre un programme d'urgence de renforcement de la résilience dans la Région des Savanes (PURS), avec le déploiement de nombreux projets relevant de plusieurs secteurs sociaux prioritaires, notamment de l'éducation. Entrée depuis dans sa phase d'exécution, la communauté éducative des Savanes a bénéficié d'un important lot de tables bancs en mai 2022. Dans le même sillage et à travers le projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEEB), le gouvernement togolais et ses partenaires techniques et fi-



Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé face au force de l'ordre

nanciers ont engagé le processus de construction des infrastructures scolaires dans la région. Des salles de classe, des bureaux et des blocs de latrines sur différents sites seront érigés dans le but de renforcer la couverture actuelle en matière de capacité d'accueil scolaire et de la qualité de l'enseignement. Le 23 décem-

bre 2022, une cérémonie de signature de contrat s'est déroulée dans la salle de réunion de la préfecture de Tône entre les membres du COGEP/COGERES et les entreprises attributaires des marchés de construction, en présence des préfets, des maires et plusieurs autres responsables administratifs et politiques de la région.

Au total, 122 salles de classes et 80 blocs de latrines de trois cabines seront construits sur 40 sites dans la région des Savanes et la préfecture de Kéran, grâce à un cofinancement du gouvernement togolais et ses partenaires, notamment l'Association Internationale de Développement (IDA) et le Partenariat Mondial pour l'éducation (PME). Représentant le ministre des enseignements primaire secondaire technique et de l'artisanat, le Prof. Dodzi Komla KOKOROKO, le directeur régional de l'éducation-Savanes a témoigné toute la gratitude de la communauté éducative togolaise au Chef de l'Etat et à tout son gouvernement pour les multiples efforts consentis dans le sens du bien-être des populations togolaises et plus précisément de celles de la région des Savanes. Il a également insisté sur l'esprit patriotique qui doit guider toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de ce vaste projet en

rappelant le respect des clauses du contrat. L'occasion a été aussi saisie pour inviter tous les acteurs à plus de vigilance et de collaboration dans la lutte pour la préservation de la paix et la sécurité dans la région au sur toute l'étendue du territoire national. Avec cette cérémonie de signature, le ton est donné pour que « le béton de l'école togolaise apporte sa contribution au développement du pays ». Déterminés à garantir un mieux-être ainsi qu'une protection sociale infaillible aux apprenants, les ambitions du Président de la République et du gouvernement, pour le compte du programme d'urgence de renforcement de la résilience dans la région des Savanes, sont louables. Pour l'année 2023 à venir, il est prévu, entre autres, le lancement des marchés de mobiliers qui consacre la mise à disposition de plus de 3660 tables-bancs et la construction de plusieurs salles de classe.

Jojo

MARCHÉ BOURSIER

Le palmarès du DG de la BRVM Dr Edoh Aménounvé retracé dans un livre

La graine de la bourse africaine, c'est ainsi que pourrait se résumer le livre intitulé « Dr Edoh Kossi Aménounvé : l'excellence au cœur d'une vie », écrit par Dominique Mobioh Ezoua, journaliste émérite, qui totalise près de 30 années de carrière journalistique. Le personnage éponyme de l'œuvre, Dr Edoh Kossi Aménounvé est le directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et directeur sortant de l'Association des bourses africaines (Asea). « J'ai découvert que l'excellence est la pierre angulaire de la vie de Dr Félix Edoh Kossi Aménounvé. C'est grâce à l'école et à tous les enseignements qu'elle lui a apportés, que cet homme est devenu ce

qu'il est aujourd'hui. C'est-à-dire un modèle de réussite dans un domaine d'activité plein de promesses pour l'épanouissement économique de l'Afrique », souligne Dominique Mobioh Ezoua. Cette œuvre, dont la sortie officielle est prévue pour l'année 2023, montre le parcours riche d'un acteur financier, qui s'est bâti une notoriété, par son travail et sa promptitude à prendre des décisions adaptées aux évolutions du marché financier. L'œuvre comporte trois grandes parties. La première retrace la naissance jusqu'à une carrière exceptionnelle dans la finance. La deuxième partie met l'accent sur : l'intégration africaine, le modèle gagnant. La troisième partie retrace

l'engagement social du Togolais qui dirige la bourse basée à Abidjan. Dr Edoh Kossi Aménounvé, c'est aussi « les ambitions pour l'Afrique et surtout sa vision des changements de paradigmes nécessaires, pour assurer un développement durable de notre continent ». En tant qu'acteur majeur du marché financier régional, il a permis à la BRVM d'intégrer toutes les grandes places boursières du monde ; notamment la Fédération mondiale des bourses (Wfe), l'Asea, qu'il a lui-même présidé, le Conseil pour l'Intégration des marchés de capitaux de la Cedeao (Wacmic), l'Agence internationale de la codification des valeurs mobilières (Anna) et l'Association des dépositaires centraux d'Afrique



Dr Edoh Kossi Aménounvé, DG de la BRVM

et du Moyen-Orient (Ameda). Il faut préciser que grâce à son leadership et son management en un quart de siècle, la BRVM a levé plus de 14 000 milliards Fcfa à travers les emprunts obligataires et les Offres publiques de vente. La capitalisation boursière est passée de 1 018 milliards de FCFA en 1998 à 13 332,4 milliards de FCFA en 2020, soit 15% du PIB, renforcé par une hausse de 45,4% de l'indice BRVM Composite sous la même période. Sans oublier les valeurs de transactions qui sont en constante progression, passant de 145,84 milliards de FCFA à fin 2012 à 722 milliards FCFA au 31 décembre 2021. De plus, le parcours de Dr Edoh Kossi Aménounvé retracé dans l'œuvre pourra ins-

pirer la jeune génération, désireuse de se lancer dans cet écosystème, dont le travail et le sens de l'innovation pourront être des armes pour braver les barrières et les incertitudes qui minent de plus en plus l'économie mondiale. Cette œuvre démontre que le technocrate Dr Edoh Kossi Aménounvé est un exemple pour la jeunesse africaine. En 2019, Dr Edoh Kossi Aménounvé a été élevé au Grade d'Officier de l'Ordre du Mono, par le Président de la République Togolaise, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ. Les Ordres nationaux du Togo contribuent à mettre en place une culture de succès, de mérite et d'excellence.

Raissa

NIGÉRIA

Afreximbank va entrer au capital de Geregu Power

Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), la plateforme d'investissement à impact d'Afreximbank a annoncé avoir reçu l'approbation interne pour intégrer l'actionnariat de la société nigérienne Geregu Power. Entrée à la cote de la Nigérien Stock Exchange en octobre dernier, Geregu Power, active dans le

domaine de la production d'électricité est détenue par le milliardaire Nigérien Femi Otedola. Geregu Power Plc dispose d'une centrale thermique composée de trois groupes électrogènes à turbine à gaz Siemens à cycle simple alimentés au gaz naturel avec une capacité installée de 435 MW. Le FEDA ambitionne soutenir l'entreprise en tant qu'investisseur et

travailler avec elle pour stimuler son expansion au cours des prochaines années. Geregu Power est une société solide à en croire ses états. A l'exercice clos en décembre 2021, le bénéfice net de la société a augmenté de 45,53%, passant de 31,88 millions de dollars en décembre 2020 à 46,4 millions de dollars.

Ghislain

Economie & Développement au cœur de l'actualité économique

BUDGET EXERCICE 2023

Les recettes et dépenses sont établies à 1.957,9 milliards de FCFA adaptées à la feuille de route gouvernementale

Le projet de loi de finances, gestion 2023 a été adopté le 22 décembre 2022 par la représentation nationale, en présence de Tségan Yawa Djigbodi, présidente de l'Assemblée nationale, de Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances. Ce budget de l'Etat, exercice 2023, s'établit en recettes et dépenses à 1.957,9 milliards de francs CFA contre 1 875,8 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2022, soit une hausse de 4,4%. Cette politique budgétaire a été élaborée dans un contexte international caractérisé par la poursuite de la guerre en Ukraine et des effets de la crise sanitaire ainsi que de fortes tensions inflationnistes. Elle est axée sur la poursuite de la mobilisation des recettes et la maîtrise des dettes, l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des mesures de contrôle et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'allègement de la charge fiscale, la simplification des procédures fiscales et les ajustements techniques.

La loi de finances, gestion 2023 consacre aux secteurs sociaux un montant de 623,4 milliards de FCFA contre 522,2 milliards en 2022, soit une hausse de 19,6%. La part relative des dépenses sociales dans le budget, exercice 2023, est de

49,3%. Avec cette part importante affectée aux dépenses sociales, le gouvernement entend poursuivre et renforcer les efforts dans les secteurs prioritaires de développement en l'occurrence la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, l'économie numérique, l'électrification rurale, l'environnement et l'inclusion sociale, financière et économique. Le gouvernement entend poursuivre avec cette politique budgétaire, la mise en œuvre des réformes et projets structurels visant la stabilité macroéconomique et l'inclusion sociale. « Dans le cadre de la poursuite de la lutte contre la vie chère, la loi de finances, exercice 2023, a introduit sur les hautes orientations de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE, des réformes fiscales à travers des mesures spécifiques. L'année 2023 sera encore une occasion pour le Gouvernement de poursuivre l'exécution des actions du mandat social du Chef de l'Etat et d'affirmer la marche résolue de notre pays vers la transformation structurelle de notre économie qui se traduira par l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025 », a indiqué Sani Yaya. La loi de finances, exercice 2023, consacre 48% des dépenses d'investissement à la mise en œuvre de



l'axe 1 relatif au renforcement de l'inclusion et au développement du capital humain ; 35% à l'axe 2 pour soutenir les secteurs productifs et 17% à l'axe 3 pour renforcer les capacités de l'Etat. Plus spécifiquement, le budget, exercice 2023, réserve aux secteurs sociaux un montant de 623,4 milliards de francs CFA soit environ 49% de l'ensemble du budget contre 522,2 milliards de francs CFA dans le budget 2022. Par ailleurs, le Gouvernement compte rester constant dans ses efforts pour faire face aux menaces sécuritaires nationales et participer à la solidarité sous régionale contre ce fléau. Dans cette loi de finance, gestion 2023, les recettes budgétaires s'établissent à 1.187,2 milliards de FCFA contre 1.070,2 milliards de FCFA en 2022, soit une

hausse de 10,9% alors que les dépenses budgétaires passent de 1.498,4 milliards en 2022 à 1.554,7 milliards FCFA en 2023, en progression de 3,8%. Le solde budgétaire est déficitaire de 367,5 milliards de FCFA, représentant 6,6% du PIB contre un déficit de 8,4% du PIB en 2022. Les ressources de trésorerie, quant à elles, enregistrent une baisse de 4,5%, passant de 802,4 en 2022 à 766,2 milliards de FCFA en 2023 au moment où les charges de trésorerie connaissent une hausse de 6,6% en 2023. « Il s'agit sans nul doute de la manifestation la plus tangible des progrès réalisés par notre pays malgré la conjoncture économique mondiale défavorable », a déclaré Yawa Djigbodi Tségan, Présidente de l'Assemblée nationale. Selon le Conseil national du crédit (CNC)

au titre de l'année 2022, l'économie nationale a une fois encore montré sa résilience malgré les chocs externes et internes. « Initialement attendu à 5,9%, le taux de croissance économique devrait s'établir à 5,8% pour l'année 2022, après 6% enregistré en 2021 et 2% en 2020. S'agissant de la dette publique, elle « est contenue à 61% du Produit intérieur brut (PIB) à fin septembre 2022, pour une norme communautaire de 70% », a précisé le ministre de l'économie et des finances. Le taux d'inflation moyen enregistré un recul et se situe à 7,6% en glissement annuel sur les 11 premiers mois, comparativement au premier trimestre 2022 où il s'est établi à 8,2%. Cette baisse se justifie par les différentes mesures prises par le Gouvernement pour inverser la courbe des prix », a affirmé le ministre de l'Economie et des Finances. Notons qu'un certain nombre d'initiatives ont également été annoncées par le gouvernement, en soutien au secteur privé. Entre autres : une suspension du paiement des acomptes provisionnels en cas de baisse drastique du chiffre d'affaires ou en cas de cessation d'activités, une exonération des droits et taxes de douane sur les matériels et engins de Bâtiments et Travaux Publics (BTP), une reconduction de l'exonération des droits de douane et de TVA sur les véhicules électriques et hybrides neufs et des abattements fiscaux pour les véhicules de moins de 5 ans.

Jojo

TOURISME

Les Seychelles, délivrent les passeports les plus « puissants » d'Afrique

Les Seychelles, l'île Maurice et l'Afrique du Sud délivrent les passeports les plus « puissants » d'Afrique, selon l'indice Herley qui répertorie le nombre de pays qu'un détenteur de passeport peut visiter sans visa. L'indice Henley des passeports, basé sur le nombre de pays auxquels leur détenteur peut accéder sans avoir à demander un visa, est connu comme le guide de classement ultime des meilleurs passeports du monde. Pour chaque destination pour laquelle le passeport ne requiert pas de visa, un point est attribué. L'indice cou-

vre 199 passeports et 227 destinations. Depuis 2018, le Japon occupe la première place, avec 193 destinations sans visa vers lesquelles son détenteur peut actuellement se rendre. Un passeport puissant, en effet ! Singapour et l'Allemagne suivent de près, respectivement en deuxième et troisième positions. Si de nombreux pays africains figurent dans la moitié inférieure de cette liste, certains enfreignent la règle. En tête de liste des passeports africains, on trouve les Seychelles, le plus petit pays du continent, un archipel d'environ 115 îles au large de

la côte est. Elles occupent la 28e place et ont fait un pas en avant par rapport à l'année dernière, donnant accès à 153 destinations sans visa. En septembre 2022, les Seychelles sont devenues le premier pays africain à lancer un compte satellite du tourisme le moyen définitif de mesurer l'impact économique du tourisme sur une destination. Elles se targuent également d'être l'un des pays les plus libres pour les voyageurs, puisque les citoyens de tous les pays du monde peuvent obtenir une autorisation de séjour jusqu'à trois mois à l'arri-



vée, avec une prolongation facile jusqu'à un an. L'île Maurice détient le deuxième passeport le plus puissant d'Afrique, permettant à ses détenteurs d'entrer sans visa dans 146 destinations, et se classe 31e. L'Afrique du Sud occupe la troisième place, se classant au 51e rang mondial, avec la possibilité de

voyager sans visa vers 104 destinations. Les passeports africains les moins puissants sont ceux de la Libye qui se classe au 104e rang et de la Somalie au 107e rang. Mais, pour les citoyens d'Afghanistan, leur passeport ne leur permet un accès sans visa à seulement 26 pays.

Raissa

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récépissé N° 0494/08/04/HAAC

Directeur de Publication
Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction
Joseph
Ghislain
Raissa

Imprimerie
La Colombe

Infographie
Lord Germann
70 40 16 74

Tirage
2000 Exemplaires

Le Groupe African Guarantee Fund et le groupe Orabank renforcent leur partenariat dédié aux PME à hauteur de 60 milliards FCFA

Le groupe African Guarantee Fund (AGF), à travers sa filiale AGF West Africa, et le groupe Orabank ont conclu le 16 décembre 2022 un accord de garantie de portefeuille d'un montant total de 60 milliards FCFA (100 millions USD), visant à augmenter les capacités d'intervention du groupe Orabank en faveur des PME à travers ses filiales en Afrique de l'Ouest. L'accord de partena-

riat a été signé par M. Jules NGANKAM, Directeur Général du groupe African Guarantee Fund et M. Ferdinand NGON KEMOUM, Administrateur Directeur Général d'Oragroup, en présence de l'ensemble du Top Management du groupe AGF et du groupe Orabank. Le renforcement du partenariat entre les deux institutions permettra au groupe Orabank de jouer un rôle majeur dans le développement des économies

où il opère, en apportant une solution à l'épineux problème de l'accès au financement des PME-PMI. Ce partenariat bénéficie du soutien de l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique - AFAWA de la BAD, et permettra donc d'accroître le financement de l'entrepreneuriat féminin de la région. La garantie couvrira également les PME éligibles au financement vert. Cet accord intervient à la suite de



Les autorités et cadres présents lors de l'ouverture de la Quinzaine Commerciale

trois précédentes conventions signées entre les deux établissements financiers depuis 2015 y compris une garantie de portefeuille et deux garanties de levée de fonds qui ont permis au groupe Orabank de financer des mil-

liers de PME dans ses pays d'opération, de réaliser de solides performances financières, et de contribuer durablement à la croissance des économies où le groupe opère.

Lord Germann

EAU ET ASSAINISSEMENT

Des progrès considérables pour que l'eau ne manque pas aux populations du Togo

En 2021, les données fournies par le ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise faisaient état d'un taux de desserte en eau potable de 61,5% au niveau national, dont 60,25% en milieu urbain, 52,88% en milieu semi-urbain et 69,49% en milieu rural. Le pays entend évoluer grâce entre autres dispositifs, à la stratégie d'approvisionnement en eau potable pour of-

frir un accès généralisé à l'eau potable à l'ensemble de la population et le Plan directeur du Grand Lomé. L'ambition est d'atteindre 100% de desserte en eau potable dans l'ensemble du pays à l'horizon 2030. Pour 2022, le secteur de l'eau potable a eu droit à une dotation budgétaire de 23 milliards de francs CFA selon la loi de finances, exercice 2022. Parmi les actions phares, la

phase 2 du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (Passco) a visé l'installation de plus de 400 pompes hydrauliques dans le nord du pays. Démarré depuis février 2021 avec un coût total de 6,58 milliards de francs CFA, le Passco 2 procédera également à la réhabilitation de 200 anciens forages dans les deux régions.

Les activités connaissent une évolution satisfaisante avec 185 forages en cours de construction dans la région des Savanes. Plus de 1 000 forages seront comptés in fine pour le Passco 1 et 2. Les coûts de mise en œuvre de la stratégie d'accès à l'eau potable au Togo 2021-2030 et du Plan directeur du Grand Lomé pour la période 2023-2050 sont respectivement estimés à 677 milliards et 1 433 milliards de francs CFA. Et c'est désormais vers la mobilisation des ressources que le gouvernement togolais oriente ses efforts, en comptant à la fois sur les ca-

pacités du pays et sur les différents partenaires. A cet effet, au cours de la table ronde sur l'eau et l'assainissement tenue les 1er et 02 décembre 2022 à Lomé, l'Etat a su notamment obtenir la confiance des partenaires économiques pour des promesses de financement. Elles sont évaluées à hauteur de 157 milliards de francs CFA (plus de 232 millions d'euros). De quoi contribuer à se rapprocher des grandes ambitions du gouvernement et à combler les attentes des populations.

Raissa

INCLUSION FINANCIÈRE

Une bancarisation en pleine évolution au Togo

L'évènement biennal qui a été abrité tour à tour par la Tanzanie, l'Ethiopie, le Sénégal, le Burkina Faso et le Rwanda s'invite au Togo en octobre 2023. Il réunira institutions de microfinance, investisseurs, chercheurs, banques, gouvernements, etc. C'est aussi le fruit de l'attractivité du pays grâce à son climat de paix et son environnement favorable

aux affaires. C'est au moins 700 participants qui sont attendus en vue de mener des réflexions autour des enjeux de la finance inclusive en Afrique, lors de la Semaine africaine de la microfinance. Il s'agit d'un évènement qui arrive à point nommé pour un pays classé parmi les bons élèves de l'Uemoa en termes de services

financiers décentralisés. Elle ne cesse de progresser au Togo. Le pays se positionne en deuxième position (27%) après le Bénin (31,2%), des pays aux taux de bancarisation les plus élevés de l'espace Uemoa en 2020, selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). En 2021, le pays a fait un bond de 11%, passant de 27% en 2020 à 30,1% en termes de

bancarisation strict (la part de la population adulte disposant de comptes de dépôt ou de crédit dans les banques, les services postaux, les caisses d'épargne ou le Trésor. La bancarisation, c'est aussi des services financiers plus décentralisés et démocratisés comme la microfinance ou encore le mobile money vers lesquels se tourne une bonne frange de la population. Pour cette bancarisation élargie, le Togo fait figure d'exemple avec un score de 80% en

2020 et de 84,2% en 2021, ce qui le met en tête du classement des pays de l'Uemoa en 2021. Le Togo est heureux d'accueillir le grand rendez-vous de la Semaine africaine de la microfinance 2023. C'est ce qu'a affirmé le ministère de l'Inclusion financière et du Secteur informel. Les autorités consacrent des ressources à la question de la finance inclusive. L'une des initiatives qui traduisent cet effort est le Fonds national de la finance inclusive (FNFI). Depuis 2014, il a octroyé plus de 105 milliards de francs CFA de crédits à plus de 1,8 million de bénéficiaires. D'autres produits financiers comme Novissi ou Agri PME ont également été rendus disponibles à la population par le biais des systèmes financiers décentralisés. Par ailleurs, la récente stratégie d'assainissement du secteur de la microfinance initiée par le gouvernement, a vocation à permettre de redresser les microfinances en difficulté et de combattre la prolifération des structures illégales.

Ghislain

L'OMC célèbre le 20ème anniversaire des cours régionaux de politique commerciale

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a célébré les 20 ans de ses cours régionaux de politique commerciale le 16 décembre. Cette activité a été l'occasion de souligner les faits marquants et de présenter des témoignages vidéo d'anciens participants faisant part de leurs expériences, ainsi que les contributions de coordonnateurs universitaires qui ont expliqué en quoi leurs institutions

avaient tiré avantage du fait d'accueillir ces cours destinés principalement aux fonctionnaires gouvernementaux. L'évènement est organisé par l'Institut de formation et de coopération technique (ITTC) de l'OMC. Les cours de politique commerciale régionale sont un élément central de l'assistance technique que l'OMC fournit à ses membres et observateurs. « Malgré les changements introduits au fil du

temps, tant au niveau du contenu que du format, une chose qui n'a pas changé est l'effort que le Secrétariat de l'OMC déploie pour garantir la haute qualité de ces cours », a déclaré le directeur général adjoint de l'OMC, Xiangchen Zhang. Depuis que l'OMC a organisé ses premiers cours régionaux de politique commerciale en Afrique il y a 20 ans, 85 cours ont été organisés dans le monde entier, contribuant à renforcer les compétences liées au

commerce de plus de 2 300 fonctionnaires des pays en développement et des pays les moins avancés. Les cours visent à approfondir la compréhension des accords de l'OMC par les fonctionnaires gouvernementaux et à renforcer leur capacité à entreprendre des travaux dans le cadre de l'OMC. Les défis consistent notamment à répondre à la demande constante d'assistance technique des gouvernements bénéficiaires d'une manière financièrement et écologiquement durable.

La Rédaction



Economie &
Développement

&

horizon-news.net

